

Polémique Colonisation, rapports entre l'islam et l'Occident, rôle de l'Église dans les progrès de la civilisation... L'idéologie s'est emparée de l'enseignement de l'histoire. Il est temps de rétablir quelques vérités. Entretien avec Jean Sévillia.

L'histoire falsifiée

Dossier présenté par FABRICE MADOUAS

Assurément, les Français ont le goût de l'histoire, écrivait, en mai 2009, l'historien Jean-Pierre Rioux, dans son rapport sur les sites susceptibles d'accueillir un musée de l'Histoire de France. Pour preuve, ajoutait-il, le succès du documentaire sur la Seconde Guerre mondiale, *Apocalypse*, sur France 2 : 17 millions de téléspectateurs !

Oui, les Français aiment l'histoire, mais, comme ils aiment aussi se quereller, ils adorent se déchirer sur le passé. Le sachant, les plus avisés de nos monarques, républicains compris, ont toujours cherché à refermer nos querelles. « J'assume tout, de Clovis au Comité de salut public », disait Bonaparte.

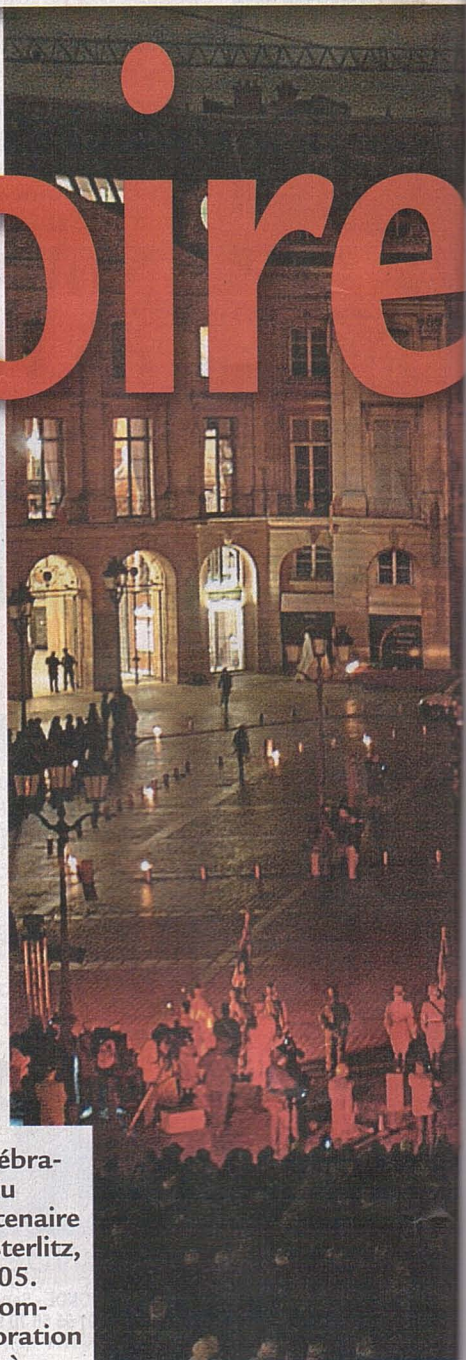
Pourtant, depuis plusieurs années, la passion paraît l'emporter sur la sagesse. Des feux mal éteints se sont rallumés à l'occasion de l'adoption, sous la pression de communautés diverses, de plusieurs lois mémorielles – on pense notamment à la loi Taubira faisant de la traite négrière transatlantique un crime contre l'humanité, plus de cent cinquante ans après l'abolition de l'esclavage. En 2005, le gouvernement français

se tint à l'écart des commémorations de la victoire d'Austerlitz, en raison de la campagne lancée par un écrivain guadeloupéen qualifiant l'Empereur de « *despote misogyne, homophobe, antisémite, raciste, fasciste, antirépublicain* »...

« Si la manipulation de l'histoire a toujours existé, le phénomène a pris un tour aigu et particulier au cours des dernières décennies, résume Jean Sévillia dans son livre, *Historiquement incorrect* (Fayard). Le regard contemporain se focalise sur certains épisodes au prix d'indignations sélectives qui insistent sur un procès permanent contre le passé occidental et contre celui de la France. »

Le problème est d'autant plus aigu que l'institution censée transmettre la connaissance de notre passé aux futurs citoyens français, d'où qu'ils viennent, ne le fait plus : l'École a renoncé au récit national, qui fut enseigné par des générations d'instituteurs à des générations d'élèves jusqu'à la fin des années 1950. L'historien Dimitri Casali a raison de souligner que nos "grands hommes" (Saint Louis, François I^{er}, Louis XIV, Napoléon...) disparaissent progressivement des manuels scolaires (*lire page 18*).

La célébration du bicentenaire d'Austerlitz, en 2005. Une commémoration déjà très critiquée...



Sans doute ne peut-on plus raconter l'histoire comme le faisaient les instituteurs de la III^e République, mais on peut retenir qu'ils surent intégrer à la nation française les hommes les plus divers. Une leçon à méditer pour rassembler et préserver l'unité du pays.

F. M.



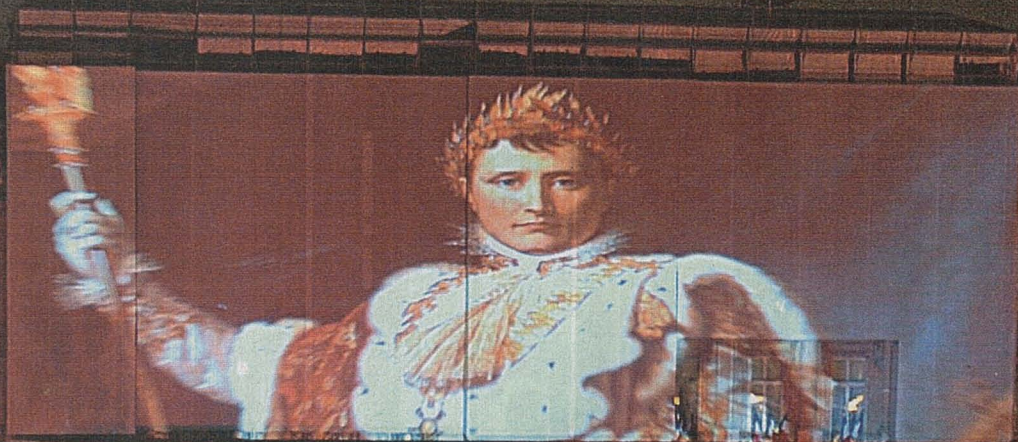
Gouguenheim.
Il a dû affronter
une violente
campagne après
la sortie de son
livre sur l'islam
et l'Occident.



Casali. Il a
dénoncé la
quasi-dispari-
tion de Louis XIV
et de Napoléon
dans les manuels
scolaires.



Pétré-Grenouilleau.
Il a été menacé
de poursuites par
des associations
qui contestaient
ses travaux
sur l'esclavage.



*“La nation française
est une construction de l’État.
Or, l’État a été dépossédé
des attributs de sa puissance.”*

Toutes les époques sont-elles concernées par la falsification historique ? Toutes les époques sont concernées, mais les raisons de ces maquillages varient selon les dominantes idéologiques. Pour faire court, l'histoire est instrumentalisée, en Occident, depuis les Lumières : encyclopédistes et philo-

sophes tressent une légende noire de l'Église, dont ils combattent le pouvoir. Au XIX^e siècle, le roman national, tel que l'enseigne l'école jusqu'aux années 1950, s'inscrit dans une veine républicaine qui glorifie la Révolution et caricature l'“Ancien Régime”. L'après-guerre est dominée, jusqu'à la fin des

années 1960, par l'histoire marxiste, ce qui s'explique par l'hégémonie culturelle du Parti communiste.

Et par l'influence de l'école des Annales ? À ceci près que Lucien Febvre et Marc Bloch, les fondateurs des

Annales, étaient des hommes d'une très grande science, de grands historiens dont les travaux n'ont pas toujours été assimilés par ceux qui les diffusaient ensuite dans les établissements scolaires. Les *Annales* se sont démarquées au fil du temps, et bon nombre d'historiens issus de cette école (Georges Duby, Emmanuel Le Roy Ladurie, François Furet, Jacques Le Goff...) sont revenus à une vision classique de l'histoire, parfois à la biographie, voire à l'"histoire-bataille". Quoi qu'il en soit, le marxisme s'effondre dans les années 1980. Un autre paradigme lui est substitué – les droits de l'homme –, et c'est encore à l'aune de ce paradigme qu'on interprète le passé. C'est cela, l'"historiquement correct": passer l'histoire au crible de l'idéologie du moment. Ce faisant, on commet un anachronisme préjudiciable à la connaissance historique.

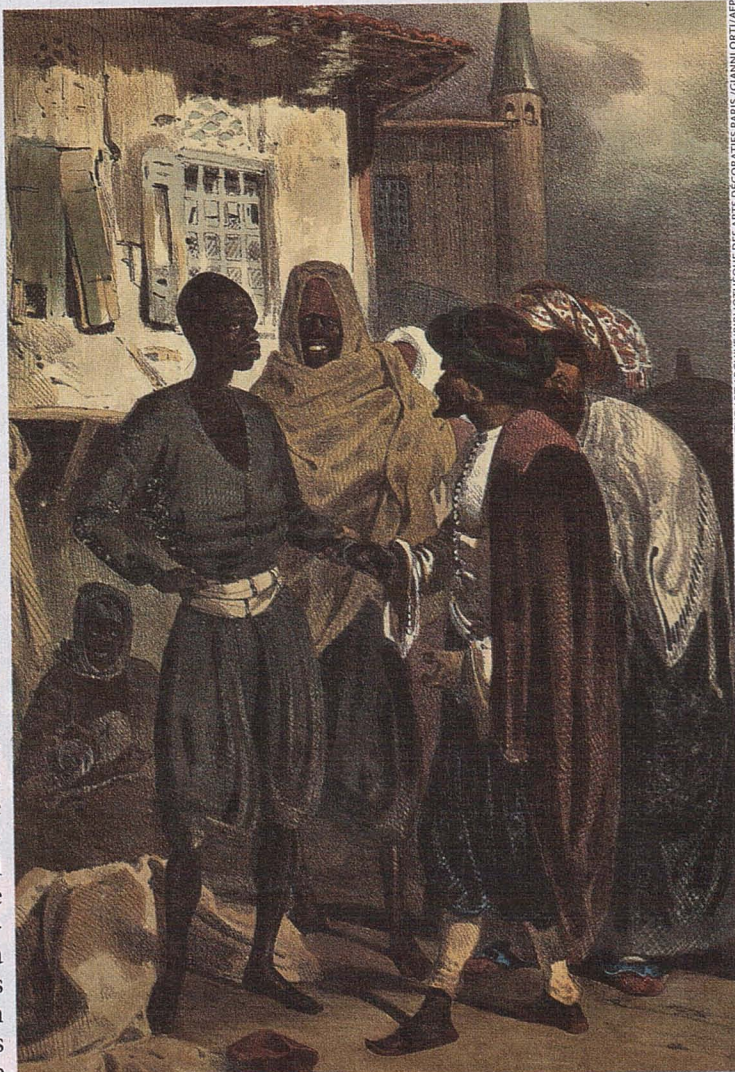
Comment définiriez-vous l'idéologie dominante que vous évoquez ? Elle relègue la nation dans les limbes de l'histoire, condamne les frontières, rejette tout enracinement géographique et spirituel. Elle fait l'apologie du nomadisme. Elle élève l'individu au rang de valeur sacrée et proclame son libre arbitre comme ultime référence. Est considéré comme juste celui qui respecte les droits de l'homme, comme injuste – donc immédiatement condamné – celui qui les viole. Alors que l'histoire est un domaine éminemment complexe, on cède à la facilité manichéenne (les bons et les méchants) et l'on procède à des réductions abusives en braquant le projecteur sur certains événements, au risque d'en laisser d'autres dans l'obscurité. Anachronisme, manichéisme, réductionnisme : ce sont les trois procédés de la falsification historique, qui sont beaucoup plus subtils que ce qui se faisait en Union soviétique...

Un exemple ? La Première Guerre mondiale. On ne perçoit plus ce conflit qu'à travers la vie des combattants de base. Ce qu'ils ont vécu fut atroce, mais on insiste tant sur cet aspect qu'on

oublie la dimension géopolitique de la guerre. Comme nous sommes attachés par-dessus tout à nos droits individuels, comme nous sommes dans un moment de concorde européenne, nous ne comprenons plus ce qui les animait, ni qu'ils aient largement consenti à ce sacrifice. Nous ne comprenons plus l'expression "faire son devoir".

Plusieurs controverses ont éclaté sur des sujets de recherche historique, par exemple sur l'esclavage, après la paru-

négrières ne sont pas des génocides ». La condition des esclaves était certes atroce, mais l'intérêt des négriers n'était pas de les laisser mourir puisqu'ils tiraient profit de leur vente. Aussitôt, diverses associations lancent une procédure judiciaire et nourrissent une campagne si violente qu'elle provoque la réaction de nombreux historiens : un millier d'entre eux signeront un appel rappelant que l'histoire n'est ni une religion ni une morale, qu'elle ne doit pas s'écrire sous la dictée de la mémoire et qu'elle ne



THE ART ARCHIVE / BIBLIOTHÈQUE DES ARTS DÉCORATIFS PARIS / GIANNI ORTIA/EP

La traite négrière n'a pas été seulement le fait des Occidentaux. Les traites orientales ont concerné environ 17 millions d'Africains noirs entre 650 et 1920.

tion d'un livre de l'historien Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les Traités négrières. Essai d'histoire globale* (Gallimard).

Est-ce aussi l'effet de l'historiquement correct ? Absolument. En 2004, cet historien – dont l'ouvrage a reçu plusieurs prix – démontre que l'esclavage n'a pas été seulement le fait des Occidentaux. En 2005, il déclare, au détour d'un entretien à la presse, que « les traites

saurait être un objet juridique. C'est à cette occasion qu'est née l'association Liberté pour l'histoire, à l'époque présidée par René Rémond. **De nombreux historiens considèrent que le Parlement n'a pas à s'emparer de ces questions. Qu'en pensez-vous ?** Les lois mémorielles entretiennent une concurrence victimaire, indexée sur la tragédie que fut la Shoah. Elles ont aussi nourri des revendications d'ordre politique, de sorte qu'on peut craindre une instrumentalisation de l'histoire. Il est tout à fait légitime d'entretenir la mémoire des tragédies, de toutes les tragédies, mais la mémoire n'est pas toute l'histoire.

Autre polémique, celle qu'a provoquée le livre de Sylvain Gouguenheim, *Aristote au mont Saint-Michel* (Seuil), en 2008...

Agrégé d'histoire et docteur ès lettres, Sylvain Gouguenheim enseigne l'histoire médiévale à l'École normale supérieure de Lyon. Il souligne dans son livre que l'Occident médiéval n'a jamais été coupé de ses sources helléniques pour au moins trois raisons. Tout d'abord, il a toujours subsisté des îlots de culture grecque en Europe. Ensuite, les liens n'ont jamais été rompus entre le monde latin et l'Empire romain d'Orient. Enfin, c'est le plus souvent par des Arabes chrétiens que les penseurs de l'Antiquité grecque ont été traduits dans les régions passées sous la domination de l'islam. Conclu-

sion : si la civilisation musulmane a contribué à la transmission du savoir antique, cette contribution n'a pas été exclusive ; elle a même été moindre que celle de la filière chrétienne. Ce livre a rapidement déclenché la mise en route d'une machine à exclure visant non seulement à discréditer son auteur comme historien, mais à l'interdire professionnellement !

Pourquoi ? Parce qu'il est couramment admis que l'Occident n'aurait eu connaissance des textes antiques que par le truchement du monde islamique. L'essor de la culture occidentale ne

Jean Sévillia : "On cède au manichéisme, alors que l'histoire est un domaine éminemment complexe."



Mais l'école de la République, celle d'Ernest Lavisse, diffusait elle aussi un message idéologique...

L'histoire républicaine était nationale. Parfois caricaturalement, mais cette approche avait au moins la vertu de donner aux enfants, qu'ils soient bre-

tons ou provençaux, un patrimoine commun, presque un héritage spirituel. "Nos ancêtres les Gaulois" ... Les choses étaient scientifiquement contestables, mais elles avaient un sens. L'histoire, telle qu'on l'enseigne aujourd'hui, sort de ce cadre national, car le credo politique actuel est de mettre à bas les nations. D'où le bannissement des grands hommes de notre histoire. **Comment expliquez-vous que la France doute à ce point d'elle-même ?** La nation française est une construction de l'État. Or, l'État a été dépossédé – démocratiquement, c'est vrai – des attributs de sa puissance. Au profit de quoi, de qui ? On ne sait pas très bien : de Bruxelles ? De Francfort ? La crise de la nation est évidemment liée à celle de l'État.

Les choses peuvent-elles évoluer ? Bien sûr. Les générations passent, les idéologies aussi. Mais ne me demandez pas de prédire l'avenir : nous avons assez à faire avec le passé ! ●

Historiquement incorrect, de Jean Sévillia, Fayard, 372 pages, 20 €.

Suite de notre dossier pages 18 à 21. >>>

pourrait donc pas s'expliquer sans l'intermédiation musulmane. Quiconque n'épouse pas cette thèse – enseignée dans les collèges – est voué aux gémonies. Il était naguère impossible de critiquer le communisme, il est aujourd'hui presque interdit d'évoquer l'islam. Il est quand même symptomatique que deux journaux français seulement – *Valeurs actuelles* et *le Figaro Magazine* –, aient parlé du livre de Christopher Caldwell, *Une révolution sous nos yeux*, qui explique que les populations musulmanes sont en train de redessiner l'avenir de l'Europe... Le système médiatique français reste politiquement très homogène.

Les programmes d'histoire n'échappent pas à la polémique. L'Éducation nationale est-elle à l'abri de la falsification historique ? Je suis navré de le dire, mais l'Éducation nationale est au cœur de ce système. Les commissions des programmes sont constituées d'enseignants qui, pour beaucoup, sont inspirés par le "pédagogisme" ambiant, donc en accord avec l'idéologie dominante. Le retour à la chronologie est infime, l'histoire est toujours enseignée de façon thématique aux enfants. Qu'un agrégé d'histoire fasse du comparatisme entre les sociétés ou à travers les siècles est très intéressant, mais cela n'est guère adapté à des enfants qui n'ont ni les connaissances ni les repères chronologiques nécessaires. Le problème est d'autant plus important que le système scolaire français est très concentré.

PROBLÈMES DE CALCAIRE ?



Le nouveau AT820 est le dernier né de la gamme bien connue des antitartres électroniques NOXAT. Il traite efficacement les problèmes d'entartrage, convient à tout type d'habitation et traite la totalité de l'eau approvisionnant la maison ou l'appartement. Il permet aussi d'éliminer le tartre déjà incrusté dans les canalisations. L'antitartre AT820 agit directement sur les ions de calcium, ce principe sain et **écologique** permet de traiter l'eau efficacement sans y ajouter **aucun produit chimique** et sans altérer son équilibre naturel. Son goût, sa minéralité et sa potabilité sont strictement préservés. **Nul besoin d'être bricoleur** averti, le AT820 se pose très facilement sans travaux de plomberie et ne nécessite **aucun entretien**.

Produit sain et écologique
N'utilise aucun produit chimique
Pose facile sans travaux de plomberie

Désincrustation du tartre existant
Conserve à l'eau ses qualités minérales
Fonctionne sur tout réseau d'eau

LA REPONSE EFFICACE ET DEFINITIVE AUX PROBLEMES D'ENTARTRAGE

Documentation gratuite sur simple demande, chaque documentation est accompagnée d'un test de laboratoire gratuit permettant de mesurer le degré calcique de votre eau. (aucun démarchage à domicile, votre documentation vous parviendra par la poste)

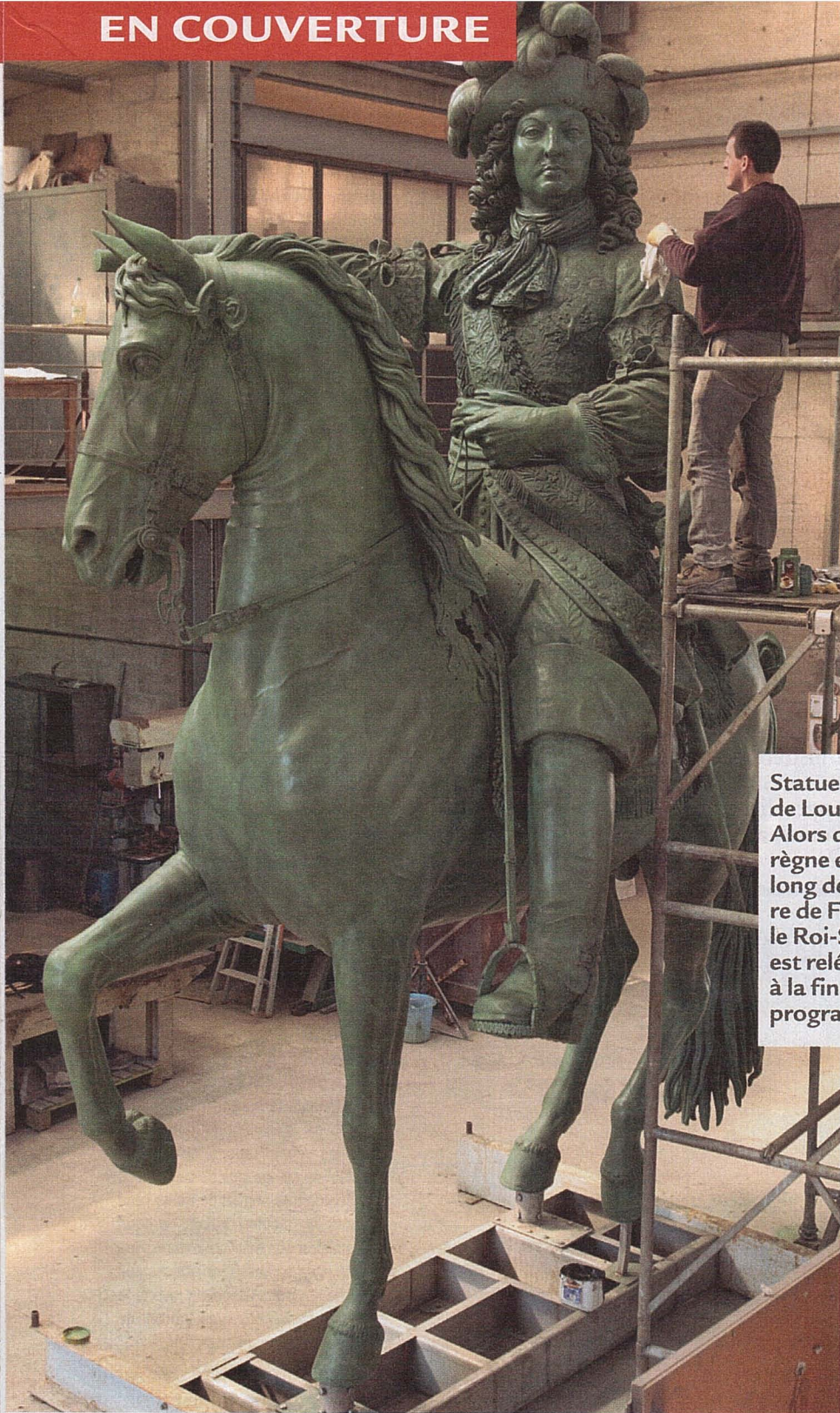
546 €

Formule **LOCACHAT**
18 € / mois

NOXAT FRANCE
36 Avenue de Thionville
BP 30824 - 57148 WOIPPY CEDEX

03 87 33 22 49
03 87 33 22 52

www.noxat.fr
info@noxat.fr



Désinformation
Les épisodes les plus divers de l'histoire font l'objet de manipulations ou d'altérations. En voici quelques exemples.

L'ÉCLIPSE DU ROI-SOLEIL

« Nous assistons à la destruction programmée de l'histoire de notre pays. Fait d'autant plus choquant que cette entreprise a été mise en œuvre par l'institution scolaire elle-même dans un acte presque suicidaire... »

On doit cette vigoureuse apostrophe à l'historien Dimitri Casali. Il n'est pas le premier à signaler aux Français les errements dont l'Éducation nationale se rend coupable dans l'enseignement

Statue équestre de Louis XIV. Alors que son règne est le plus long de l'histoire de France, le Roi-Soleil est relégué à la fin des programmes.

de l'histoire : « il suffit d'aller dans une école pour se rendre compte que l'histoire n'existe plus en tant que telle. L'histoire, c'est d'abord la chronologie : la chronologie a disparu. L'histoire, ce sont ensuite les récits : il n'y a plus de récits », s'alarmait Michel Debré, devant l'Assemblée nationale, en 1980. Mais, ajoute Dimitri Casali, l'histoire, ce sont aussi

des hommes. Or, nos "grands hommes" ne figurent plus dans les manuels scolaires. « Clovis, Charles Martel, Hugues Capet, Louis IX, dit Saint Louis, François I^{er}, Louis XIII ont disparu des instructions officielles de sixième et de cinquième », souligne-t-il dans l'introduction de son *Altermanuel d'histoire de France* (Perrin).

S'ensuit une analyse détaillée des programmes scolaires, qui en révèle les lacunes : « Comment comprendre la naissance du royaume de France sans évoquer Clovis ? Comment mesurer l'affirmation de l'État en France sans expliquer Louis XIII et Richelieu ? ».

Louis XIV n'est pas mieux loti : le Roi-Soleil est relégué à la fin du programme de cinquième, qui couvre mille ans d'histoire du monde, depuis "les débuts de l'islam" jusqu'à "l'émergence du roi absolu", en passant par l'étude d'empires africains au Moyen Âge. Sachant que les professeurs ont du mal à boucler des programmes surchargés, le risque est réel que de nombreux col-

Omissions et demi-vérités historiques

légis n'entendent pas parler de Louis XIV ni du Grand Siècle.

« À côté des "oubliés" et des "relégués", il y a les "optionnels", poursuit Dimitri Casali. L'une des originalités des nouveaux programmes réside en effet dans le système des options, censé permettre à l'enseignant de construire son propre parcours pédagogique. [...] Parmi ces périodes optionnelles figure le premier Empire. En classe de quatrième, dans le seul chapitre consacré à la Révolution et l'Empire, l'étude doit être menée à travers un sujet donné. Il y a cinq propositions, dont trois excluent totalement la période impériale (Invention de la vie politique; Le peuple dans la Révolution; La Révolution et les femmes; La Révolution, l'Empire et les religions; La Révolution, l'Empire et la guerre). Bref, le premier Empire ne donnera lieu, au mieux, qu'à un éclairage thématique. Dans trois cas sur cinq, il ne sera pas étudié ! », s'indigne Casali.

L'ÉGLISE ET LA SCIENCE

Pour beaucoup, l'affaire est entendue : l'Église, attachée à ses dogmes, témoignerait à l'égard de la science d'une méfiance coupable. Pour "preuve", le procès intenté à Galilée, où beaucoup pensent qu'il fut condamné à mort par l'Inquisition (et même brûlé, ajoutent certains) pour avoir démontré que la Terre tournait autour du Soleil. Or, il y a dans cette croyance plusieurs erreurs.

Dans son livre, *Historiquement incorrect*, Jean Sévillia rappelle que l'Église médiévale compta dans ses rangs de grands savants, dont les noms sont parfois méconnus, mais qui firent progresser la connaissance scientifique. Et de citer, parmi bien d'autres, le dominicain allemand Albert le Grand, à la fois physicien, botaniste et naturaliste; le franciscain anglais Roger Bacon, immense savant, expert en physique, en sciences naturelles, en mathématiques ou en médecine; Nicolas Oresme, évêque de Lisieux, auteur d'un traité d'astronomie rédigé en français. Et, bien sûr, le chanoine polonais Nicolas Copernic, qui, le premier, eut la prescience que les planètes tournent autour du Soleil (théorie de l'héliocentrisme). C'est d'ailleurs à l'initiative d'un cardinal romain que Copernic, encouragé par la curie, publia sa thèse, *Des révolutions des orbés célestes*, en 1543.

Que s'est-il passé, alors, avec Galilée? L'astronome fut victime de l'impétuosité de son caractère. Critiquant vertement ses contradicteurs, il se fit de nombreux ennemis, alors qu'il ne put jamais

faire la preuve de ce qu'il avançait : c'est seulement au XVIII^e siècle que « Newton, en révélant les lois de la dynamique et de la gravitation universelle, rendra conceivable la cosmologie moderne », résume Jean Sévillia. Qui plus est, ne pouvant pas démontrer scientifiquement qu'il avait raison, il joua de l'argument d'autorité « en faisant appel, comme ses adversaires, à l'Écriture sainte », alors que l'Église se réservait le droit d'interpréter les textes. Il lui fut donc reproché une double faute contre l'obéissance : « avoir professé l'héliocentrisme sans pouvoir le prouver » et avoir fait imprimer son livre à Florence et non à Rome, comme il l'avait promis au pape Urbain VIII, qui lui accordait son amitié.

Condamné en 1633 par l'Inquisition romaine à une peine de prison dont la durée n'était pas précisée, il fut d'abord assigné à résidence chez l'ambassadeur de Florence (à la villa Médicis), puis à Sienna, où il s'installa chez l'archevêque. Il y demeura cinq mois avant de retourner chez lui, dans la campagne florentine. Il y poursuivit ses travaux jusqu'à sa mort, en 1642.

LE SACRIFICE DES INDIGÈNES

La France a-t-elle rendu aux tirailleurs sénégalais, comme aux armées d'Afrique, l'hommage qu'ils méritaient pour leur participation active aux conflits mondiaux ayant ensanglanté son sol? En 2006, quand sortit le film *Indigènes*, son principal acteur, Jamel Debbouze, en résuma ainsi le propos : « C'est l'histoire de tirailleurs qui se sont battus pour la mère patrie mais qui, le jour de la victoire, n'ont pas eu le droit de défiler sur les Champs-Élysées. » Depuis, l'idée s'est imposée que la France avait été ingrate envers ses soldats coloniaux, alors que leur contribution à la victoire finale aurait été décisive au cours de ces deux guerres.

Sans rien retirer au sacrifice de ces hommes, l'histoire oblige à nuancer cette affirmation : « Les troupes africaines ont en effet défilé sur les Champs-Élysées le 11 novembre 1944, et lors des deux défilés de la victoire, le 8 mai et le 14 juillet 1945 », corrige Jean Sévillia dans son livre. Il rappelle aussi que fut érigé à Reims, en 1924, un monument à la gloire de l'armée d'Afrique, qui

figurait des soldats noirs. Inauguré par Édouard Daladier, à l'époque ministre des Colonies, il fut détruit par les Allemands en 1940... On pourrait ajouter que la Grande Mosquée de Paris, construite entre 1920 et 1926, fut érigée pour rendre hommage aux soldats de confession musulmane morts pour la

Le "Spectacle du Monde" consacre ce mois-ci un nouveau numéro à "notre histoire de France".*



France pendant le premier conflit mondial.

Il est indéniable que les colonies ont payé le prix du sang. « Sur la Somme ou à Verdun en 1916, au Chemin des Dames en 1917 ou à Reims en 1918, Africains du Nord, Noirs et Malgaches sont engagés dans des secteurs difficiles. » Au total, 87 000 soldats indigènes sont tués ou déclarés disparus, ainsi que 80 000 Européens qui servaient dans les troupes coloniales, soit 167 000 morts. « Mais, sur l'ensemble des victimes militaires de la Grande Guerre, 21 % de pertes sont à déplorer chez les Noirs, 15 % chez les Nord-Africains et 23 % chez les poilus métropolitains. L'accusation selon laquelle les soldats coloniaux auraient été systématiquement sacrifiés n'est pas corroborée par les statistiques », conclut Jean Sévillia. Le même constat s'impose pour le second conflit mondial : le taux de mortalité des soldats indigènes est de 5 %, alors qu'il atteint 8 % dans les troupes d'origine européenne.

Qu'il y ait eu des inégalités entre soldats coloniaux et métropolitains est en revanche avéré : avancement plus difficile, solde inférieure. « Quant aux pensions, en effet inégales entre soldats européens et tirailleurs africains, ce sont les nouveaux États, lors de leur accession à l'indépendance, qui ont demandé leur "cristallisation", afin de ne pas créer de trop grosses disparités de revenu entre les anciens combattants et la population : de cela non plus, la France n'est pas coupable. »

FABRICE MADOUAS

* À découvrir page 13.

De la guerre des Gaules à

Éphéméride

Une sélection de dates que l'histoire officielle gagnerait à souligner pour mieux comprendre ce qui fit la France.

Si vous deviez retenir une date de l'histoire française ou européenne, dans la gloire ou dans les épreuves, laquelle choisiriez-vous et pourquoi ? La rédaction de *Valeurs actuelles* s'est livrée à cet exercice forcément lacunaire et... partial ! Nous vous en soumettons le résultat. Vous pouvez vous aussi nous signaler les dates qui vous paraissent importantes sur notre site : www.valeursactuelles.com

52 avant J.-C. En janvier, le massacre d'un groupe de Romains par les Carnutes de Genabum (Orléans) marque le début de l'insurrection générale des tribus gauloises. Le prince arverne Vercingétorix (dont le nom celtique signifie "grand roi des guerriers") en prend le commandement militaire suprême. « *L'épopée dont il a été le héros dura l'espace de dix mois [...] Sa courte vie de combattant eut cette élégante beauté qui charmait les Anciens et qui était une faveur des dieux* », a écrit Camille Jullian.

397 Le 11 novembre, saint Martin est inhumé à Tours. Ce fils d'un tribun de l'armée romaine, lui-même soldat, avait donné la moitié de son manteau à un pauvre, rencontré lors d'un hiver rigoureux à Amiens, où il se trouvait en garnison. Le Christ lui était alors apparu en rêve. Converti au christianisme, il évangélisa la Gaule romaine, fondant notamment le premier monastère, à Ligugé, près de Poitiers. Cette filiation chrétienne sera confirmée, un siècle plus tard, par le baptême de Clovis (496). Lors de l'armistice de 1918, c'est en référence à saint Martin, devenu l'un des saints patrons de la France, que la date du 11 novembre a été choisie.

843 Le 10 août, l'œuvre de Charlemagne a vécu. Le traité de Verdun par-

tage l'empire d'Occident entre les trois fils de Louis le Pieux. À Charles le Chauve, les terres de l'Ouest, à Louis le Germanique, l'espace situé à l'Est du Rhin, à Lothaire, enfin, les pays compris entre la mer du Nord et le golfe de Tarente. Ce traité, préfigurant la naissance des premières grandes nations médiévales, notamment française et allemande, aura des conséquences majeures sur le destin européen.

1214 Le 27 juillet, sur le plateau de Bouvines, dans le nord de son royaume, Philippe Auguste affronte une troupe emmenée par l'empereur romain germanique, Otton IV, et plusieurs comtes de province, nouvel épisode de la guerre qui oppose la France à l'Angleterre. Incontestable, la victoire de Philippe Auguste constituera un tournant dans son affrontement avec le souverain anglais, Jean sans Terre, et, plus que du destin du pouvoir royal, décidera du sort du royaume lui-même. Les historiens feront de Bouvines et du soutien apporté au roi par les milices communales la première manifestation de l'idée d'union nationale.

1248 Le 26 avril, Louis IX inaugure la Sainte-Chapelle sur l'île de la Cité. Parachèvement du style gothique, elle a été édifiée quelques années plus tôt pour accueillir les reliques christiques ramenées de Constantinople, notamment la sainte Couronne d'épines ou la sainte Croix. Célèbre pour sa chapelle haute aux mille panneaux de vitrail, elle constitue, avec Notre-Dame de Paris, l'un des lieux les plus symboliques de la chrétienté française.

1360 Le 8 mai, à Brétigny, ce fut « *grande pitié au royaume de France* », amputé du tiers de sa superficie (Aquitaine, Guyenne, Limousin, Poitou, Calais) au profit des Anglais. Brétigny est le traité dont il faut se souvenir quand on parle du déclin de la France. Il y eut en plus la guerre civile et l'effondrement de la monnaie. Du Guesclin reprit tout cela, avant que la France ne retombe plus bas encore, au traité de Troyes (1420).

1429 Un 8 mai, encore, qui voit cette fois Jeanne d'Arc pénétrer dans Orléans libérée. Après sept mois de siège, la ville était au bord de la rupture et sa chute aurait considérablement fragilisé Charles VII et la dynastie des Valois. "Portant l'espérance dans les plis de sa bannière", Jeanne, épaulée par ses capitaines, renverse la situation et force les troupes du général anglais Talbot à lever le camp. La légende est en marche. Aujourd'hui encore, le 8 mai marque la fin des fêtes johanniques, qui, depuis 1429 et sans interruption (sauf durant la guerre), célèbrent cette libération.

1539 Le 6 septembre, le parlement de Paris enregistre l'ordonnance de Villers-Cotterêts, un texte législatif édicté un mois plus tôt, dans ce petit village de Picardie, par François I^{er}. Plus ancien texte législatif encore appliqué en France, il est connu pour être l'acte fondateur de la primauté et de l'exclusivité du français dans les documents relatifs à la vie publique du royaume. Le français devient ainsi la langue officielle du droit et de l'administration, en lieu et place du latin.

Honoré d'Estienne d'Orves, vers 1940. Il fut le premier martyr de la Résistance.
Page de droite : Philippe Auguste à la bataille de Bouvines.



la guerre froide

marque la fin de l'expansionnisme ottoman, a été interprétée comme une victoire de la chrétienté face à l'islam et, par le biais des alliances au sein de la Sainte Ligue, comme l'une des premières manifestations de la conscience européenne.

1673 Le 25 juin au soir, depuis Maastricht où il affronte les troupes espagnoles, Louis XIV écrit à la reine : « *Madame, j'ai perdu d'Artagnan, en qui j'avais la plus grande confiance et qui m'était bon en tout. D'Artagnan et la gloire ont le même cercueil.* » Né Charles de Batz-Castelmore à Lupiac, en Gascogne, devenu capitaine-lieutenant des mousquetaires du roi, héros de cape et d'épée immortalisé par Alexandre Dumas, d'Artagnan incarne à lui seul le panache, le courage et le dévouement, dans une France épuisée par les guerres européennes.

1790 Le 14 juillet, sur le Champ-de-Mars, Louis XVI prête serment : « *Moi, roi des Français, je jure d'employer le pouvoir qui m'est délégué par la loi constitutionnelle de l'État, à maintenir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par moi et à faire exécuter les lois.* » C'est la fête de la Fédération, l'union de tout un peuple autour de son roi, devenu ce jour-là monarque constitutionnel, roi des Français. La paix civile n'aura qu'un temps, mais c'est de ce temps de réconci-

liation, et non de la prise de la Bastille, que procédera le choix du 14 juillet comme fête nationale.

1793 Le 17 juillet, Marie-Anne-Charlotte de Corday d'Armont, dite Charlotte Corday, est guillotinée en place de Grève. Quatre jours plus tôt cette jeune révolutionnaire, de sensibilité girondine, lointaine descendante de Pierre Corneille, avait assassiné Marat, qui incarnait à ses yeux une révolution devenue sanguinaire. L'année 1793 aura vu l'exécution du roi Louis XVI, le 21 janvier, de la reine Marie-Antoinette, le 16 octobre, mais aussi celles d'Olympe de Gouges et de Madame Roland.

1917 Le 11 septembre, le pilote français Georges Guynemer est porté disparu sur le front belge, à proximité d'Ypres. Son SPAD XIII jaune baptisé Vieux Charles n'est jamais revenu à la base de Saint-Pol-sur-Mer. Âgé de 22 ans, engagé dans l'aviation après avoir été réformé de l'infanterie, Guynemer était déjà un héros, crédité d'une cinquantaine de victoires, plusieurs fois blessé et vingt fois cité. Dès le mois d'octobre, il fera son entrée au Panthéon, « *dont seule la coupole avait assez d'envergure pour abriter de telles ailes.* »

1940 Le 22 décembre, le lieutenant de vaisseau Honoré d'Estienne d'Orves débarque clandestinement à Plogoff. Il est l'un des premiers agents de renseignement de la France libre envoyés en zone occupée pour y monter un réseau. Dénoncé par son radio, il sera arrêté et condamné à mort par les Allemands, puis fusillé le 29 août 1941 au mont Valérien. Gaulliste, mais resté fidèle au maréchal Pétain, il écrit à sa famille, avant de mourir : « *N'ayez, à cause de moi, de haine pour personne. Chacun a fait son*

La fête de la Fédération symbolisa la réconciliation par l'union de tout un peuple autour de son roi.

devoir pour sa patrie. » Monarchiste de vieille tradition, il descendait des chefs vendéens d'Autichamp et Suzannet.

1960 Le 13 février, la première bombe atomique française explose à Reggane, dans le Sahara algérien. C'est l'acte fondateur de la dissuasion nucléaire, préalable à la sortie de la France de l'Otan, effective en 1966. Le plutonium de la bombe a été produit à Marcoule dans les réacteurs prototypes des futures centrales électriques EDF de la filière graphite-gaz. Avec l'atome, le général de Gaulle a désormais les moyens de sa politique d'indépendance. MICKAËL FONTON

et la rédaction de *Valeurs actuelles*

